

# Déclaration politique,

Lorient (Morbihan) - les 13, 14 et 15 juin 2014

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

## Déclaration politique

### « Transformer l'élan du 8e congrès en un mouvement de fond pour l'ensemble du réseau »

#### Un projet suivi dans la durée (2014-2022)

Validé à l'occasion de l'Assemblée Générale de Lorient en juin 2014, le projet fédéral de la FCSF verra se décliner en actions les quatre orientations stratégiques, sur les 8 ans du projet.

Pour mesurer le chemin parcouru, la FCSF propose différentes modalités :

- le vote annuel du Rapport d'activité ;
- la présentation d'un Rapport d'orientation, chaque année en assemblée générale ;
- un rendez-vous à mi-parcours en 2018.

#### Rapport d'activité et Rapport d'orientation :

En plus du Rapport d'activité qui retrace l'activité pour l'année écoulée, témoignant de l'état d'avancement du projet fédéral, le CA de la FCSF présentera lors de l'Assemblée générale un rapport d'orientation traçant la feuille de route pour l'année à venir.

#### Le rendez-vous de 2018 :

8 ans, c'est le temps nécessaire pour transformer l'élan du congrès en mouvement de fond dans l'ensemble du réseau. Cela ne veut pas dire que le projet sera figé sur cette durée

Les orientations stratégiques du projet fédéral sont des premières propositions pour lancer cette dynamique, la FCSF propose que ce projet fédéral puisse être revisité, interrogé, à mi parcours, en 2018, à l'occasion d'un temps fort, associant en amont un maximum d'acteurs de notre réseau. Il ne s'agira pas de réunir un congrès, mais de créer les conditions pour mesurer le chemin parcouru, avec qui, et de revoir les prochaines étapes pour 2022.

Initiée à la suite du 8e Congrès de Lyon en juin 2013, l'élaboration du projet fédéral 2014-2022 de la FCSF s'est faite en aller-retour avec les fédérations locales et régionales :

- entre novembre 2013 et février 2014 : plus de 40 rencontres au sein des fédérations locales et régionales, présentant une première proposition de projet fédéral, et permettant à chacun de s'exprimer. Plus de 600 personnes rencontrées, plus de 25.000 km parcourus ;
- février 2014 : une Université fédérale réunissant plus de 150 acteurs fédéraux à Dijon, pour une appropriation du projet et l'élaboration de propositions d'actions pour les années à venir ;
- entre avril et début juin 2014 : envoi d'une première version du projet fédéral dans le réseau pour une mise en débat, des contributions et des modifications, et identification des articulations entre ce projet national et les projets locaux, régionaux.

Ces apports ont donné lieu à la version du projet fédéral présentée lors de l'Assemblée Générale de Lorient.

Fort de cette démarche de construction collective, le Conseil d'Administration de la FCSF propose à l'Assemblée Générale réunie à Lorient **d'approuver par vote la présente déclaration politique et de valider ainsi le sens de la démarche pluriannuelle, les orientations stratégiques et les modalités de suivi du projet.**

# Déclaration politique,

Lorient (Morbihan) - les 13, 14 et 15 juin 2014

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

## Notre ambition politique

Le projet 2014-2022 de la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France vise à contribuer à **la construction d'un avenir désirable pour la société française, qui s'appuie à la fois sur :**

- **des hommes et des femmes, tous porteurs de ressources**, de savoirs, d'expertise, permettant à chacun d'être acteur de son histoire personnelle et ainsi partie prenante de l'Histoire. *Nous avons la conviction que toutes les personnes, quels que soient leur parcours, leur milieu social ou leur culture, peuvent être force de proposition et moteurs d'action pour améliorer leur vie et celle des autres.*
- **des collectifs et des communautés, espaces de coopération**, de création et d'émancipation, reconnus comme force de propositions, d'innovations et d'alternatives. *Nous avons la conviction que les citoyens organisés sont légitimes pour bâtir des réponses adaptées aux questions de société qui se posent sur leur territoire de vie. Ils doivent être reconnus comme tels par les pouvoirs publics.*
- **des relations humaines démocratiques et solidaires**, avec une organisation du pouvoir discutée et renouvelée, permettant à tous de trouver leur place et bâtir un autre quotidien solidaire et citoyen. *Nous avons la conviction que ces collectifs ont besoin, pour pouvoir fonctionner sans exclure, d'un mode de fonctionnement basé sur l'entraide et la coopération plutôt que sur la compétition et la prise de pouvoir d'un petit nombre sur le groupe.*

La construction de cet avenir doit prendre en compte les évolutions actuelles de notre société. La FCSF partage en effet les analyses qui évoquent une « mutation » plutôt qu'une crise. Ainsi nous ne cherchons pas à restaurer une situation antérieure, mais à participer à l'élaboration d'un futur qui sera différent de ce que nous avons connu précédemment. Pour cela, les défis à relever collectivement sont nombreux, dans un contexte mondial. Nous en retenons plus particulièrement quatre :

- **Un défi environnemental** lancé par l'épuisement des ressources naturelles et le changement climatique. Ce défi peut sembler bien loin de nos actions locales, or il semble que notre conception de l'éducation, de la réussite sociale ou nos modes de vie sont des éléments de réponse à ce défi. **Saurons-nous passer d'une société basée sur la consommation de biens matériels à une société où les relations sociales permettent l'épanouissement personnel et collectif ?**
- **Un défi économique** lancé par la montée des précarités et, par ailleurs, des inégalités. Le système économique continue d'être basé majoritairement sur la compétition, n'offrant pas à tous une vie décente. **Comment pouvons-nous avancer vers des sociétés de « pleine activité », où chacun trouve sa place comme contributeur à la vie de la Cité ?**
- **Un défi sociétal** lié à deux phénomènes qui s'amplifient: la mobilité et le vieillissement des populations. Le XXIème siècle est celui de la mondialisation accrue. Il faut donc réussir à faire vivre ensemble des populations de cultures différentes et combattre les intolérances, les discriminations et les replis communautaires. Ce siècle est aussi celui du choc démographique lié au vieillissement de la population qui, de fait, entraîne la cohabitation de quatre générations. **Pour tout cela, n'est-il pas temps de questionner « nos ressemblances », ce qui fait sens pour tous, afin de construire une vision commune de l'avenir ?**
- **Un défi démocratique** lancé par la perte de confiance d'un grand nombre sur les acteurs publics, jugés impuissants sur ces grandes questions. Cela interpelle directement l'organisation du pouvoir politique, dans sa capacité exclusive à répondre à ces défis. Il existe pourtant des initiatives citoyennes dans tous les domaines, qui construisent des alternatives durables. **Comment faire en sorte que, demain, les citoyens interpellent le personnel politique plus régulièrement, par des moyens complémentaires au vote, et par ailleurs, comment contribuer à inventer d'autres chemins en matière d'action politique ?**

## Une priorité : renforcer le pouvoir d'agir des habitants

**Face à ces défis, les centres sociaux doivent prendre leur part.** Pour cette raison, la FCSF propose pour la période 2014-2022, tout en continuant d'assurer ses fonctions d'appui fédéral, de créer les conditions permettant aux centres sociaux de renforcer le pouvoir d'agir des habitants. Nous considérons en effet que la meilleure façon de favoriser l'émergence d'initiatives visant à répondre à ces défis et contribuer à cette société future consiste à libérer les capacités d'imagination et d'action de la société civile. Par ailleurs, nous affirmons l'existence de rapports de domination et d'inégalités sociales, contre lesquels nous souhaitons contribuer à lutter par ce biais.

Renforcer le pouvoir d'agir des habitants, cela signifie :

**Promouvoir des dynamiques de conscientisation**, c'est-à-dire permettre aux personnes qui fréquentent le centre social d'avoir l'occasion d'interroger puis de mieux comprendre les « systèmes » qui les entourent. Décoder le fonctionnement de notre société, c'est se donner les moyens d'agir efficacement avec et/ou sur elle: repérer là où les décisions se prennent, comprendre les jeux d'influence, connaître un calendrier institutionnel, être sensibilisé à telle ou telle contrainte technique, etc. C'est aussi prendre conscience de la place qu'on occupe ou celle que l'on pourrait prendre dans ces systèmes. Pour finir, c'est comprendre que l'on n'est pas seul à cette place ou dans cette situation.

**Accompagner des dynamiques d'auto-organisation**, c'est-à-dire développer des actions basées sur l'entraide, la solidarité des habitants. Des actions qui, sans refuser le soutien de pouvoirs publics, se mettront de toute façon en œuvre. Ces actions permettent des processus de réaffirmation de soi et du pouvoir sur son avenir, c'est la démonstration de la force d'un collectif bien décidé à dépasser une difficulté: auto-financement d'actions, auto-réhabilitation collective de logements, mais aussi entraide pour la garde des enfants, les trajets pour l'école, la lutte contre l'isolement des personnes âgées par des seniors, etc. Les exemples

ne manquent pas dans le réseau des centres sociaux.

Nous proposons de les multiplier. Dans ce genre de dynamiques, le centre social peut intervenir à divers stades de construction de l'action, avec toujours le souci de laisser au collectif qui porte l'envie d'agir la responsabilité de son mode d'organisation.

**Exercer un pouvoir d'influence sur la définition et le pilotage des dispositifs publics** d'actions sociales, socio-éducatives, socio-économiques et socio-culturelles. Les espaces sont nombreux où il est possible pour le citoyen ou un groupe de citoyens de faire entendre une proposition, poser une question, porter une revendication. Le dialogue entre associations et institutions, ou avec les élus locaux, sont également des occasions de peser sur des décisions qui impactent ensuite la vie des habitants sur les territoires. Renforcer le pouvoir d'agir c'est se préparer à intervenir dans ces espaces : du conseil d'école au conseil de quartier, de la rencontre avec le directeur du service municipal au rendez-vous avec le maire, de la commission de bénéficiaires d'un dispositif d'action sociale à l'auto-organisation ... autant de moyens d'intervenir pour porter un point de vue citoyen.

Pour accompagner les centres sociaux à renforcer le pouvoir d'agir des habitants, la FCSF propose au réseau fédéral de travailler autour de **4 orientations stratégiques** :

- **Orientation A : continuer à être en phase avec les réalités sociales,**
- **Orientation B : favoriser l'apprentissage de nouveaux savoir-faire,**
- **Orientation C : changer nos façons d'être ensemble et de faire société,**
- **Orientation D : promouvoir notre projet politique et nos façons de faire**

Pour conduire cette dynamique la FCSF s'appuie sur un **réseau de 45 fédérations locales et régionales, 1200 centres sociaux fédérés dont 80 adhérents directs à la FCSF.**